

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative - Bât C - 2ème étage
Boulevard George SAND
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 03/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IFB REFRACTORIES

Route de Vendoeuvres
36500 Buzançais

Références : VI 06/11/2025 UD36 (TD)
Code AIOT : 0010002891

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement IFB REFRACTORIES implanté La Farauderie - La Tuilerie 36180 Selles-sur-Nahon. L'inspection a été annoncée le 04/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Arrêté préfectoral du 12 septembre 2024 autorisant le renouvellement de la durée d'exploitation et l'extension d'une carrière à ciel ouvert de silice globulaire situé sur le territoire de la commune de Selles-sur-Nahon par la société IFB REFRACTORIES. Suite à une réunion en préfecture en octobre 2025, l'exploitant a demandé au préfet l'autorisation de mettre à disposition à un industriel un stock de matériaux qui avait été extrait dans l'ancienne carrière et qui depuis est stocké dans l'ISDI (ex-carrière).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IFB REFRACTORIES
- La Farauderie - La Tuilerie 36180 Selles-sur-Nahon
- Code AIOT : 0010002891
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IFB REFRACTORIES, dont le siège social est situé sur le territoire de la commune de Buzançais 36500. Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 12 septembre 2024, à exploiter sur le territoire de la commune de Selles-sur-Nahon aux lieux-dits " La Briquetterie" et "Puits Saint-Genou" une carrière de silice globulaire pour un tonnage de 3 000 tonnes/an au maximum et de 2 000 tonnes/an en moyenne (Quantité totale autorisée à extraire du site est de 90 0000 tonnes). Cette extraction est effectuée à ciel ouvert par abattage mécanique et transportée directement à l'usine IFB REFRACTORIES de Buzançais.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 12/09/2024, article 1.7.3	Sans objet
2	Protection des ressources	Arrêté Préfectoral du 12/09/2024, article 3.1	Sans objet
3	Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 12/09/2024, article 4.1.3.1.2	Sans objet
4	Généralités	Arrêté Préfectoral du 12/09/2024, article 6.2.3	Sans objet
5	Généralités	Arrêté Préfectoral du 12/09/2024, article 6.2.4	Sans objet
6	Généralités	Arrêté Préfectoral du 12/09/2024, article 6.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2024, article 1.7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Établissement des garanties financières
Prescription contrôlée : Avant la mise en activité de l'installation et dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet : - le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement - la valeur datée du dernier indice public TP01.

<p>Constats :</p> <p>Le document attestant de la constitution des garanties financière est une déclaration de cautionnement bancaire n°E515473 de l'établissement de la Caisse d'Épargne Loire Centre, pour la somme de 13 000€. Ce cautionnement est valable à compter du 22/11/2023 et il prendra fin irrévocablement le 21/11/2026.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Protection des ressources

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2024, article 3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Aucun prélèvement d'eau, dans quelque milieu que ce soit (souterrain ou surface), n'est autorisé. L'établissement n'est pas non plus raccordé au réseau public et n'est pas dans le périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate qu'il n'y a aucun prélèvement d'eau dans quelque milieu que ce soit (souterrain ou surface) sur le site. L'exploitation n'est pas non plus raccordée au réseau public. L'extraction s'effectue 2 semaines une fois tous les deux ans et elle ne nécessite pas l'utilisation d'eau.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Conduite de l'extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2024, article 4.1.3.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bornage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par mail en date du 06/11/2025 un plan de division parcellaire notifiant la localisation des bornes sur le périmètre du site. L'Inspection a constaté par échantillonnage la</p>

présence sur site de ces bornes comme il est prescrit dans l'article 4.1.3.1.2 de l'arrêté préfectoral en date du 12/09/2024.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2024, article 6.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Propreté de l'installation

Prescription contrôlée :

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Constats :

L'inspection a constaté que le site est parfaitement entretenu. il n'y a pas d'amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. L'installation est dans un état de propreté en adéquation avec une activité de carrière à ciel ouvert de silice globulaire.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2024, article 6.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des accès

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie : 1 portail en entrée et des clôtures au droit des accès possibles.

Dans le cas de l'accès aux zones dangereuses de la carrière (accès aux fronts) un merlon de 1,5 à 2 mètres de hauteur minimum ne débouchant pas sur le front est mis en place.

Constats :

Le site est clôturé sur sa périphérie et il est fermé par un portail adapté. L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour le contrôle des accès au site ainsi que la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. L'exploitation de la carrière est autorisée pour une extraction par campagne de deux semaines d'extraction tous les deux ans. La dernière extraction

a été réalisée au cours de l'année 2025. L'inspection constate qu'un merlon de terre de sécurité d'une hauteur d'environ 2m, est mis en place condamnant l'accès au front.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2024, article 6.3

Thème(s) : Risques chroniques, Accessibilité et intervention des services de secours

Prescription contrôlée :

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionné pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

L'exploitant doit assurer la desserte interne du site par une voirie accessible en tout temps par les engins des sapeurs-pompiers.

Constats :

L'accès au site est accessible en permanence pour l'intervention si nécessaire des services d'incendie et de secours. L'inspection a constaté le jour de la visite qu'il n'y a pas d'engin sur le site et l'exploitant ne réalise pas d'extraction. Il n'y a aucune gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation. L'exploitant assure la desserte interne du site en adéquation avec l'exploitation de la carrière.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite